



**La crise du coronavirus percute le service public de santé
fragilisé par les politiques du gouvernement et de ses prédécesseurs !**

Pourrons-nous tenir le coup ?

Si le gouvernement peut compter sur nous, l'inverse reste encore à prouver !

**La santé n'a pas de prix, il faut débloquer en urgence tous les budgets nécessaires à la
gestion de cette crise, pour les personnels en première ligne et les usager-es.**

Alors, il nous faut dès maintenant :

- Des budgets à la hauteur pour faire face, tenir le coup sur la longueur et prendre soins de toutes et tous ! Ce n'est pas le moment de faire des économies sur la santé des agents et celle des usager-es. Le gouvernement l'annonce, qu'il le fasse réellement !
- La tenue régulière de CHSCT sur notre établissement,
- L'embauche immédiate de personnels supplémentaires en nombre. La réserve et les bricolages internes ne suffiront pas pour absorber le choc,
- Du matériel de protection dont des masques et du gel hydro alcoolique pour tous les personnels, quelque soit leur métier, dans la sous-traitance y compris, qui sont indispensables à leur poste,
- Le renvoi à domicile pour les autres,
- Le matériel de dépistage pour tout-es les salarié-es qui sont touché-es, sans distinction,
- La mise systématique en Autorisation Spéciale d'Absence (ASA) de toutes les absences liés à la crise du coronavirus avec maintien du salaire intégral, primes comprises, pour tout le monde : celles et ceux qui peuvent travailler à domicile, en confinement parce que touché-es par la maladie, à la maison pour garder les enfants, qui pour raisons diverses ne peuvent pas placer leur enfant dans les lieux de gardes collectives (problèmes géographiques, problèmes d'horaires, de transport scolaire, etc...), dont les états de santé nécessitent de rester à la maison, ayant des enfants en situation de handicap dont les structures d'accueil habituelles sont fermées ou dans l'incapacité de les prendre en charge, coincé-es à l'étranger jusqu'à leur rapatriement
- Aucune perte de congés annuels ou de RTT, ou de RC et mise en ASA de manière rétroactive pour celles et ceux qui ont été obligé-es de les prendre,
- La suspension du ou des jours de carence,
- La reconnaissance en accident et maladie professionnelle pour les agent-es touché-es,
- La rémunération des élèves amené-es à travailler durant la gestion de la crise sanitaire,
- Le paiement en heures sup' de tout travail supplémentaire
- Réquisition des logements vides pour accueillir les plus précaires.

A la fin de cette crise, les bilans pourront se faire et nous serons là. La nécessaire bataille pour améliorer notre service public de santé sera d'autant plus d'actualité. Les moyens budgétaires doivent être augmentés de manière significative et pérenne, les politiques d'austérités définitivement arrêtés. Les secteurs de la santé, du médico-social et du social ne sont pas des marchandises. Ils sont en première ligne pour affronter les crises, ils doivent être définitivement sanctuarisés avec tous les moyens nécessaires à leur bon fonctionnement.